



## Expertise

CONTRATS PUBLICS

CONSTRUCTION

IMMOBILIER

DROIT PUBLIC

CONTENTIEUX

RESPONSABILITE



Inès intervient à la fois en conseil et en contentieux, et conseille dans ce cadre des personnes publiques et privées. Inès allie son expertise et sa technicité juridiques avec une vision pragmatique et opérationnelle des dossiers qui lui sont confiés.

Son accompagnement porte à la fois sur :

- la définition de **montages contractuels** ;
- La passation et l'exécution de **contrats publics et privés** ;
- le(pré) **contentieux en matière de contrats publics et privés**.

Inès a par ailleurs développé une expertise pointue en matière de **modes amiables de règlement des litiges**, et notamment de médiation.

Inès **publie régulièrement**, à la fois au sein de revues d'actualité juridique, mais également sur LinkedIn et le site internet du cabinet, et adresse une newsletter d'actualité aux clients du cabinet.

## Inès Fresko

Avocate associée

**Diplômée de Sciences Po Paris et de l'Institut de droit public des affaires, Inès dispose de plusieurs années d'expérience acquise auprès de cabinets d'avocats anglo-saxons et de cabinets français d'envergure.**

Son cœur d'activité porte sur le droit des **contrats publics**, ainsi que sur le droit de la **construction** et de l'**immobilier**.



## Formation

SciencesPo

ECOLE DE DROIT  
Droit public



LAW SCHOOL  
Droit public  
international



DIPLÔME  
UNIVERSITAIRE  
Droit public des affaires



## Secteurs d'intervention



TRAVAUX



PROJETS PUBLICS



IMMOBILIER



TRANSPORTS



## Associations / Bénévolat



CHAIRE DES CONTRATS PUBLICS

SOUS LA DIRECTION DU PR. LICHÈRE : ÉTUDE DE L'INCIDENCE DU COVID-19 SUR LES CONTRATS PUBLICS  
Depuis 2021



HAIZE FRESKO  
AVOCATS



## Vidéos

### CAFE ACTU – SUR LES SUJETS D'ACTUALITE COMPLEXES

En partenariat avec LEXIS NEXIS et la Revue Contrats et marchés publics



## Newsletters

### SUR L'ACTUALITE HEBDOMADAIRE



Newsletter

Actualité juridique

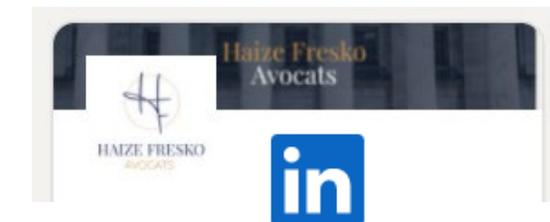
N° 6 | Novembre 2021

CONTRATS PUBLICS	CONSTRUCTION
<ul style="list-style-type: none"> <li>Un événement survenu commercialement à une décision de l'administration constitue-t-il un cas de force majeure ?</li> <li>Un participant à une opération de construction peut-il engager la responsabilité quasi-délictuelle d'un autre constructeur à l'égard du titulaire du marché ?</li> <li>Marchés de substitution : quels surcoûts peuvent être mis à la charge de l'entrepreneur défaillant ?</li> <li>Suppression de l'exigence de présentation de RIs en marchés publics</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Peut-on solliciter la nullité d'un rapport d'expertise judiciaire lorsque le juge chargé du contrôle a écarté une demande de réévaluation de l'expert fondée sur les mêmes moyens ?</li> <li>Un ouvrage affecté de malfaçons est-il dénué de toute valeur de reconstruction ?</li> <li>Quelle est la portée d'un PV de réception signé entre le maître d'ouvrage et l'architecte ?</li> </ul>



## Brèves LinkedIn

### SUR L'ACTUALITE QUOTIDIENNE





## Publications

---



« **CCAG-TRAVAUX 2021 : ÉVOLUTIONS ET RÉFLEXES À ADOPTER EN MATIÈRE DE RÉCEPTION** »

Revue Contrats et marchés publics n° 8-9, septembre 2021

« **CRITERES ET CLAUSES ENVIRONNEMENTALES DANS LES MARCHES PUBLICS** »

A paraître, Revue Contrats et marchés publics, février 2022

« **ETUDE DES VENTES EN L'ETAT FUTUR D'ACHEVEMENT PUBLIQUES** »

A paraître, Revue Contrats et marchés publics, mars 2022



**ETUDE SUR LA RENEGOCIATION DANS LES CONTRATS PUBLICS – Comment négocier l'imprévu ?**

Revue Contrats publics, juin 2022



**RECOURS « TARN et GARONNE » : UNE SITUATION DE CONFLIT D'INTERETS CONSTITUE UN VICE D'UNE PARTICULIERE GRAVITE JUSTIFIANT L'ANNULATION DU CONTRAT (CE, 25 novembre 2021, n° 454466)**

Hebdo Edition Publique n° 642 du 16 décembre 2021

**AFFAIRE DU STADE VÉLODROME : UN ÉVÈNEMENT SURVENU CONSÉCUTIVEMENT À UNE DÉCISION DE L'ADMINISTRATION NE CONSTITUE PAS UN CAS DE FORCE MAJEURE, À DÉFAUT D'ÊTRE SUFFISAMMENT EXTÉRIEUR (CE 3° et 8° ch.-r., 4 octobre 2021, n° 440428, publié au recueil Lebon)**

Hebdo Edition Publique n° 645 du 18 novembre 2021

**RAPPEL DU TRIBUNAL DES CONFLITS SUR LA REPARTITION DES COMPETENCES ENTRE LE JUGE ADMINISTRATIF ET JUDICIAIRE S'AGISSANT DES CONTRATS DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

Hebdo Edition Publique n° 642 du 14 octobre 2021

